RCS : LYON
Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 03032
Numéro SIREN : 831 879 598
Nom ou dénomination : ABATTOIR MOBILE

Ce dépôt a été enregistré le 04/05/2018 sous le numéro de dépôt A2018/012160

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

LYON

A2018/012160

5028981

Dénomination : ABATTOIR MOBILE
Adresse : 19 chemin de la Rama 69700 Givors -FRANCE-

n° de gestion : 2018B03032
n° d'identification : 831 879 598

n° de dépôt : A2018/012160
Date du dépôt : 04/05/2018

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 27/02/2018

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON (RHÔNE)

5028981

Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon - 44 rue de Bonnel
69433 LYON Cedex 03
Tél : 08 91 02 69 69 - Fax : 04 72 60 69 81

LA SOCIETE ABATTOIR MOBILE

SAS au capital de 1000,00 euros

RCS Aubenas 831 879 598

Siège social : 132 RUE DE SORAS, 07430 DAVEZIEUX

certifié conforme à l'original

Procès-verbal des délibérations de L'assemblée générale extraordinaire du 27 février 2018

L'an deux mille dix huit
Le vingt-sept février à 18 heures,

Les associés de la société ABATTOIR MOBILE, Sas au capital de 1000,00 euros, dont le siège social est 132 rue de SORAS, 07430 DAVEZIEUX, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation de la direction générale.

Sont présents:
- Madame Sihame YACOUBI, propriétaire de 66 actions sociales

Sont absents :
- Monsieur David CHAUSSEGROS, propriétaire de 34 actions sociales

Seuls associés de la Société et représentant en tant que tels, la totalité des parts sociales composant le capital social de la Société.
Il est indiqué que Madame Sihame YACOUBI, présente à l'assemblée, se porte acquéreur de 34 actions de la Société, au terme d'une cession d'actions à intervenir au cours de la présente assemblée.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.
L'assemblée est présidée par Madame Sihame YACOUBI, directeur général de la société et actionnaire majoritaire.
Madame Sihame YACOUBI dépose sur le bureau les documents suivants :
- Les copies des lettres de convocation,
- Le rapport de la gérance,
- Le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée,

Elle déclare que tous les documents prescrits par l'article R223-19 du Code de Commerce ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.
Puis le directeur général rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Agrément de la cession de parts,
- Révocation et démission du président,
- Transfert du siège sociale et changement de domiciliation
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Puis le DG donne lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.
Diverses observations sont échangées et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

La collectivité des associés, conformément à la loi et aux statuts, décident d'agréer la cession D'actions devant intervenir entre Monsieur David CHAUSSEGROS d'une part, et Madame Sihame YACOUBI, d'autre part

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.
Ladite cession d'actions est stipulée par écrit par le président en date du 2 décembre 2017.
L'assemblée accède à la demande.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Suite à la cession de parts intervenue ce jour entre les intéressés, les associés décident de mettre à jour la répartition du capital social. Les statuts sont mis à jour en conséquence.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée révoque Monsieur David CHAUSSEGROS de ses fonctions de président et accepte sa démission manuscrite, le remercie et donne quitus pour l'exercice de son mandat. Ladite démission est stipulée par écrit par le président en date du 27 novembre 2017 et prise en compte à ce jour.
Madame Sihame YACOUBI est nommé au poste de présidente.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.
L'assemblée accède à la demande.

QUATRIÈME RÉSOLUTION
Suite à la révocation du président intervenue ce jour. Les statuts sont mis à jour en conséquence. **Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité**
CINQUIEME RESOLUTION

Transfert du siège social de la société ABATTOIR MOBILE et changement de domiciliation
Il est pris acte par les Associés du transfert du siège social de la Société, qui sera désormais situé au 19 Chemin de la Rama, 69700 GIVORS, en remplacement de l'ancien siège social situé au 132 rue de Soras, 07430 DAVEZIEUX.

SIXIEME RESOLUTION
Suite transfert du siège social de la société ABATTOIR MOBILE et de son changement de domiciliation intervenue ce jour. Les statuts sont mis à jour en conséquence.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

SEPTIEME RESOLUTION
L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée.
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par l'actionnaire majoritaire, Madame Sihame YACOUBI, par déchargement et manquement aux fonctions de président de Monsieur CHAUSSEGROS.

Madame SIHAME YACOUBI

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE LYON

A2018/012160

5028982

Dénomination : ABATTOIR MOBILE
Adresse : 19 chemin de la Rama 69700 Givors -FRANCE-

n° de gestion : 2018B03032
n° d'identification : 831 879 598

n° de dépôt : A2018/012160
Date du dépôt : 04/05/2018

Pièce : Liste des sièges sociaux antérieurs du 27/02/2018

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON (RHONE)

5028982

Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon - 44 rue de Bonnel
69433 LYON Cedex 03
Tél : 08 91 02 69 69 - Fax : 04 72 60 69 81

LA SOCIETE ABATTOIR MOBILE

SAS au capital de 1000,00 euros

Siege social : 132 RUE DE SORAS, 07430 DAVEZIEUX

RCS Aubenas 831 879 598

Liste des sièges sociaux antérieurs

132 rue de SORAS, 07430 DAVEZIEUX

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE LYON

A2018/012160

5028980

Dénomination : ABATTOIR MOBILE
Adresse : 19 chemin de la Rama 69700 Givors -FRANCE-

n° de gestion : 2018B03032
n° d'identification : 831 879 598

n° de dépôt : A2018/012160
Date du dépôt : 04/05/2018

Pièce : Statuts mis à jour du 27/02/2018

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON * (RHÔNE) *

5028980

Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon - 44 rue de Bonnel
69433 LYON Cedex 03
Tél : 08 91 02 69 69 - Fax : 04 72 60 69 81

LA SOCIETE ABATTOIR MOBILE

SAS au capital de 1000,00 euros

Siège social : 132 RUE DE SORAS, 07430 DAVEZIEUX

RCS Aubenas 831 879 598

STATUTS MODIFIES

LA SOUSSIGNEE:

Madame YACOUBI SIHAME née KHANJER le 11/07/1978 à valence, de nationalité française, demeurant 19 chemin de la rama 69700 Givors, mariée à Monsieur YACOUBI ALI sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 21/04/2001 lequel régime n'a pas été modifié depuis,

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée.

ARTICLE 1: FORME

Il est formé par les présentes des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée.
Elle sera régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.
Dans le silence des statuts, il sera fait en tant que de raison, application des dispositions de la loi relative aux sociétés anonymes.
Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2: DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : **ABATTOIR MOBILE**

Dans les actes, factures, annonces, publications, lettres et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots : " Société par actions simplifiée " ou des initiales " SAS " et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3: DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 années, qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 4: SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à: 19 chemin de la Rama, 69700 GIVORS
Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français métropolitain, y compris en Corse, par simple décision du Président, ratifiée par les associés.
La représentant peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger où il le juge utile.

ARTICLE 5: EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le 31 décembre 2018.
Les opérations prévues à l'article 24 seront rattachées au premier exercice social.

ARTICLE 6: OBJET SOCIAL

La société a pour objet en France et à l'étranger:

- Conception de chaine d'abattage sur mesure et multi espèces,
- Vente d'abattoir mobile frigorifique sur remorque / bâtiment modulaire type algeco, roulant et non roulant mais non motorisé.
- Conception et vente de salle de découpe sur mesure multi espèces roulante et non roulante mais non motorisé.
- Achat et vente de matériels et d'équipements professionnels d'abattoir et de découpe.
- Achat vente de camion frigorifique,
- Achat vente chambre froide de stockage non roulante.
- la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 7: APPORTS

La soussignée a fait l'apport suivant à la société:

Madame YACOUBI SIHAME souscrit la somme en numéraire 1000 euros

Total des apports: 1000 euros

Cette somme de 1000 euros sera, conformément à la loi, déposée en 2 fois par Madame Sihame YACOUBI au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Crédit Mutuel à GIVORS.
Le 22/07/2017, 340 euros ont été versé par l'actionnaire Mme YACOUBI Sihame.
Les 660 euros restants seront versés ultérieurement par l'actionnaire Mme YACOUBI Sihame.

ARTICLE 8: CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1000).

Il est divisé en cent (100) actions de dix (10) euros chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 100, attribuées de la façon suivante:

Madame YACOUBI SIHAME 100 actions, numérotées de 1 à 100, en rémunération de ses apports.

Total égal au nombre d'actions composant le capital social, ici 100 actions.

ARTICLE 9: MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté ou réduit par une décision du représentant.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital social, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire nouvellement émises.
Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Les nouvelles actions souscrites en numéraire doivent être intégralement libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi.

ARTICLE 10: FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des associés sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

ARTICLE 11: CESSION DES ACTIONS

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.
Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

ARTICLE 12: TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 13: DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente.
Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.
Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.
Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.
Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera imposable à la société, qu'à expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.
Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

ARTICLE 14: PRESIDENT ET ORGANES DIRIGEANTS.

La Société est représentée à l'égard des tiers, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.
Le premier Président de la Société est désigné par décision collective des associés.
Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.
Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.
Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social.
Les associés ont la possibilité de nommer un ou plusieurs Directeurs généraux qui auront le pouvoir d'engager la Société.

ARTICLE 15: CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

A l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux associés, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales Les interdictions prévues à l'article 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

ARTICLE 16: DECISIONS DES ASSOCIES

Les décisions collectives des associés sont prises, à la discrétion du président en assemblée, ce qui implique une réunion physique des associés en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

Quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement, par mandataire ou à distance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts. Pour participer aux décisions collectives, l'associé doit être en mesure de justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 16-1: Délibération en assemblée

Les associés se réunissent au moins une fois par an en assemblée générale, sur convocation du Président, à l'initiative de lui-même ou à la demande d'associés détenteurs d'au moins 25% de la totalité des voix représentées par l'ensemble des associés, dans un délai de trois mois suivant la demande.

L'assemblée générale

- Fixe les orientations générales de la société;
- Contrôle la gestion du Président, le révoque et le remplace ;
- Décide de l'installation d'autres organes de direction et des modalités de leur fonctionnement;
- Nomme les commissaires aux comptes ;
- Approuve les conventions passées entre la société et des tiers ;
- Décide des investissements et autres actes commerciaux dépassant la délégation du Président ;
- Approuve ou redresse les comptes ;
- Décide de l'affectation du bénéfice ;
- Décide d'une augmentation ou réduction du capital ;
- Délibère sur toutes questions portées à l'ordre du jour.

Le mode de scrutin est déterminé par le bureau de l'assemblée. A la demande d'associés, détenteurs d'au moins cinq pour cent du pouvoir décisionnel, le vote s'effectue par bulletin secret.

ARTICLE 16-2: Délibération sur consultation

Le Président peut organiser des consultations par correspondance entre les réunions physiques des associés où exceptionnellement pour remplacer une assemblée générale annuelle. La consultation par correspondance est organisée par tout moyen garantissant la vérification de la volonté des associés ainsi exprimée.

ARTICLE 16-3: Quorum et majorité

La dissolution de la société, sa prorogation ou sa transformation ne peuvent être décidées qu'à l'unanimité des associés disposant du droit de vote, de même que les décisions requérant l'unanimité en application de la loi.
Les décisions collectives des associés autres que celles énumérées ci-dessus sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

ARTICLE 17: PROCES VERBAUX DES DECISIONS D'ASSEMBLEE

Les décisions prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Ces derniers doivent être signés par le Président et les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents ou représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

ARTICLE 18: CONVOCATION ET INFORMATION DES ASSOCIES

Les associés sont convoqués, pour toute assemblée ou consultation par correspondance, 8 jours avant la date prévue pour le vote des résolutions inscrites à l'ordre du jour. Cette convocation ne peut se faire que par télex, télécopie ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont communiqués à chacun d'eux, au moins 8 jours avant l'assemblée ou la consultation. Les moyens de communication sont libres : vidéoconférence, télex, télécopie, courrier électronique et autres, peuvent être utilisés par la société pour éclairer et informer les associés sur les résolutions mises aux votes.

ARTICLE 19: COMPTES ANNUELS ET RESULTATS SOCIAUX

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.
Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux associés sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

ARTICLE 20: COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants peuvent être désignés par décision collective des associés pour la durée, dans les conditions et aux fins d'accomplir les missions définies par la loi, notamment celle de contrôler les comptes de la Société.
La désignation d'un commissaire aux comptes est obligatoire dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier. Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'associé unique ou par décision ordinaire des associés.

ARTICLE 21: COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président au regard des dispositions du Code du travail.

ARTICLE 22: DISSOLUTION ET LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.
La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.
La liquidation est effectuée conformément à la loi.
Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.
Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.
Si la société ne comprend plus qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

ARTICLE 23: CONTESTATIONS

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et les représentants légaux de la société,

soit entre les associés eux-mêmes, seront jugés conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

ARTICLE 24: ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

ARTICLE 25: FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

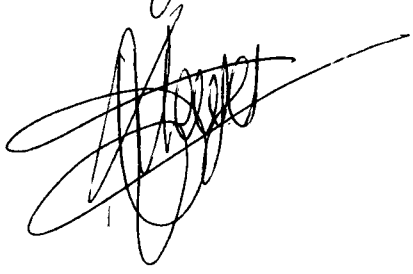
ARTICLE 26: PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au RCS
et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à GIVORS le 27/02/2018 en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Madame YACOUBI SIHAME

certifié conforme à l'original



Pièces à joindre
Cerfa M2 /M3
STATUTS MODIFIES

Démarches à faire : parution des modifications dans le journal légale ARDECHE ET LYON pour attestation de parution

DECLARATION AU CENTRE DES IMPOTS RHONE